

Burundi : le gouvernement se réjouit des résultats de la campagne café 2016-2017

@rib News, 12/04/2017 – Source Xinhua Le 2^eme vice-président de la République du Burundi, Joseph Butore (photo), a salué mardi à Bujumbura les résultats de la campagne café 2016-2017 au Burundi, pour "ressusciter l'enthousiasme observé en la matière au cours des années 1980" dans le pays. Introduite pour la toute la première fois au Burundi au début des années en 1920 sous administration coloniale, la culture du café a commencé son extension effective dans le pays au début des années 1950 et deviendra la première source de recettes d'exportation en devises après le recouvrement de l'indépendance burundaise en juillet 1962.

"Cette campagne passée a été bonne ; et pour preuve, toutes les arrières de dettes envers les caféiculteurs et autres intervenants dans la filière café, ont déjà été liquidées grâce à une bonne synergie entre la Banque de la République du Burundi (BRB ; la banque centrale) et les banques commerciales", a précisé le vice-président Butore au cours d'une journée de réflexion organisée par le gouvernement burundais à l'intention des opérateurs économiques sur le financement de la campagne café 2017-2018. Par ailleurs, toujours en ce qui concerne la précédente campagne café 2016-2017, le vice-président burundais s'est dit heureux de constater également que les défaillants en la matière, aient été rayés de la liste des intervenants dans la filière café au Burundi. "Le fait que certains saboteurs du processus de relance de la stratégie nationale de réhabilitation du domaine caféicole au Burundi, aient été traqués par les forces de sécurité et défaits devant les instances judiciaires, est aussi un autre motif de satisfaction du gouvernement burundais inscrire à l'actif des acquis de la campagne café 2016-2017", a-t-il insisté. Pour résoudre tous les problèmes qui assaillent encore le secteur caféicole au Burundi, M. Butore a recommandé de "privilégier le partenariat public-privé (PPP)" au cours de la présente campagne café 2017-2018. Pour bien accompagner le PPP, a-t-il ajouté, le gouvernement burundais a déjà pris en amont une panoplie de mesures pour "éviter le désordre" dans chaque maillon d'intervention et pour "promouvoir la culture de la transparence" dans le domaine caféicole. "La taxe communale a été révisée et fixée à 11 FBU (onze francs burundais) par kilogramme de café cerise, le paiement des caféiculteurs se fera désormais une seule fois, les producteurs bénéficieront dorénavant d'une avance de crédit pour éviter des spéculations et les collecteurs ambulants qui payaient cash, ont été supprimés de la chaîne ad hoc", telles sont quelques unes des mesures annoncées par le vice-président Butore pour améliorer l'impact de la productivité caféicole au Burundi au cours l'actuelle campagne café 2017-2018 et des autres campagnes postérieures. En outre, a-t-il ajouté, pour améliorer l'environnement des affaires au Burundi dans le secteur du café, le taux d'intérêt que la banque centrale exigeait aux banques commerciales qui interviennent dans la filière café, a été revu à la baisse en passant de 3,5% à 3% ; tandis que le prix d'un kilogramme de café cerise, sera revu à la hausse, en passant de 415 FBU (quatre cent quinze francs burundais) à 500 FBU. Selon l'Agence burundaise de Régulation de la Filière Café (ARFIC), avec cette panoplie de mesures prises par le gouvernement burundais pour "booster la productivité" du domaine caféicole au Burundi, l'espoir est permis de penser que "le désintérêt populaire constaté envers la culture du café au cours de la dernière décennie pourrait s'estomper subitement et ressusciter l'enthousiasme observé en la matière au cours des années 1980".

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});